INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE ÉTATS FINANCIERS

31 août 2025

all

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE ÉTATS FINANCIERS

31 août 2025

CONTENU

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	
État des résultats	2
État de l'évolution de l'actif net	3
État de la situation financière	4
État des flux de trésorerie	5
Notes complémentaires	6 - 10
Annexe : État des résultats par département	11





Pierre Bergeron CPA,CGA* Simon Belzile CPA,CGA* Mathieu Lepage CPA,CGA*

* Professorar Consciono

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de l'Institut Guy-Lacombe de la Famille

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut Guy-Lacombe de la Famille, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 août 2025, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et de l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut Guy-Lacombe de la Famille au 31 août 2025, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables pour organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables pour organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre:

Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons-en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.



- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Edmonton, AB 27 octobre 2025

Bergeron & Co. Comptables Professionnels Agréés



INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice se terminant le 31 août 2025

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
PRODUITS		
Alberta Children's Services	\$ 822,082	\$ 511,806
Frais de garde	115,740	119,766
Patrimoine canadien	97,500	68,459
Autres subventions (Note 7)	92,725	97,914
Amortissement des apports reportés		
afférents aux immobilisations corporelles (Note 8)	35,954	4,797
Ventes	13,807	17,958
Jeunesse Canada au travail	11,191	11,411
Casino	6,147	35,885
Carrière d'été (EDSC)	4,778	8,821
Adhésions	3,015	3,625
Intérêts	1,276	1,442
	1,204,215	881,884
CHARGES		
Salaires et charges sociales	627,301	454,072
Location de bureau (Note 9)	185,359	173,092
Fournitures	103,244	70,127
Contractuels	61,980	64,343
Amortissement des immobilisations corporelles	36,518	10,331
Déplacements	32,699	8,748
Frais de bureau	17,430	10,572
Honoraires professionnels	17,211	9,847
Entretien et réparations	14,260	9,187
Publicité et promotion	9,614	4,784
Assurances	6,059	4,211
Location d'équipement	5,947	6,360
Téléphone	3,970	4,088
Frais bancaires	2,552	3,675
Créances irrécouvrables	-	92
	1.124.144	833,529
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES		
CHARGES	S <u>80.071</u>	\$ <u>48,355</u>

'n

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET Pour l'exercice se terminant le 31 août 2025

Total 2024	\$ 249,771	48,355		\$ 298,126
Total <u>2025</u>	\$ 298,127	80,071		\$ 378,198
Non-affecté	\$ 210,525	80,636	(35,000)	\$ 256,161
<u>Affecté</u> (Note 10)	\$ 86,519	ŧ	35,000	\$ 121,519
Investi en immobilisations	\$ 1,083	(595)		\$ 518
ACTIF NET	Solde au début	Excédent des produits sur les charges	Affectation d'origine interne	Solde à la fin

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE 31 août 2025

ACTIF		
ACTIF À COURT TERME	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Encaisse (Note 3) Comptes à recevoir (Note 4) Taxe sur les produits et services à recevoir Frais payés d'avance	\$ 753,520 25,837 32,956 3,274	25,487 16,238
TOTAL DE L'ACTIF À COURT TERME	815,587	639,903
PARTS SOCIALES DANS LA CAISSE SERVUS CREDIT UNION LTD.	1,916	1,820
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 5)	270,911	22,527
TOTAL DE L'ACTIF	\$_1,088,414	\$664,250
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME Comptes fournisseurs et charges à payer Salaires et cotisations sociales à payer Apports reportés (Note 6)	\$ 38,121 19,045 382,657	\$ 32,450 14,046
TOTAL DU PASSIF À COURT TERME	439,823	344,679
APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 8)	270.393	21,444
TOTAL DU PASSIF	710,216	366,123
ACTIF NET	410	
Actif net investi en immobilisations corporelles Actif net grevé d'affectation (Note 10) Actif net non grevé d'affectation	518 121,519 <u>256,161</u>	1,083 86,519 <u>210,525</u>
TOTAL DE L'ACTIF NET	378,198	298,127
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET	\$1,088,414	\$ <u>664,250</u>

Approuvé par les Administrateurs:

, Administrateur

Natadia Brannais, Administrateur



INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE Pour l'exercice se terminant le 31 août 2025

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		<u>2025</u>		2024
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges Additionner (déduire): Éléments sans effet sur la trésorerie	\$	80,071	\$	48,355
Amortissement des immobilisations corporelles Amortissement des apports reportés		36,518		10,331
afférents aux immobilisations corporelles		(35,954)		(4,797)
Produit d'intérêt réinvesti	8	(96)	_	(96)
Changement net des éléments sans effet sur la trésorerie		80,539		53,793
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement				
Comptes clients		(843)		112
Subventions à recevoir		493		(5,774)
Frais payés d'avance		(471)		(1,500)
Comptes fournisseurs et charges à payer		5,670		14,445
Salaires et cotisations sociales à payer		5,000		(818)
Apports reportés		84,474		67,128
Taxes sur les produits et services	_	(16,717)	_	(7,289)
	_	158.145		120,097
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Encaissement des apports reportés				
afférents aux immobilisations corporelles	_	284,902	_	5.915
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achats d'immobilisations corporelles	8	(284,902)		(5,915)
Augmentation nette de l'encaisse		158,145		120,097
Encaisse au début de l'exercice	_	595,375	_	475,278
Encaisse à la fin de l'exercice	s	753,520	S	595,375



1. OBJECTIF DE L'ORGANISME ET DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

L'Institut Guy-Lacombe de la famille œuvre au plein épanouissement de l'unité familiale. Il est constitué selon les provisions du « Societies Act » de l'Alberta. En vertu de son statut d'organisme sans but lucratif, il est exonéré des impôts sur les revenus conformément à la loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

Les produits de subvention représentent 86 % des revenus de l'Institut (2024 - 79 %).

2. MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de l'Institut ont été préparés conformément aux normes comptables pour organismes sans but lucratif et les principales méthodes comptables suivantes ont été appliquées:

Utilisation d'estimations

a) Dans la préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit procéder à des estimations telles que la durée de vie utile, l'amortissement des immobilisations ainsi que sur les montants des revenus et des charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

b) La politique de l'Institut consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie le solde bancaire et les dépôts à terme dont l'échéance est inférieure à trois mois à compter de leurs dates d'acquisition.

Immobilisations corporelles

c) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties annuellement sur leur durée de vie utile estimative à l'aide des taux et méthodes présentés ci-dessous, à l'exception de l'année d'acquisition où le taux est réduit de moitié.

Meubles et équipements	5 ans	Amortissement linéaire
Ressources du centre		Amortissement linéaire
Améliorations locatives		Amortissement linéaire
Logiciel bibliothèque	5 ans	Amortissement linéaire

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme pour l'Institut, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle doit être comptabilisé en charges dans l'état des résultats.

Dépréciation

d) Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moinsvalue déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration soit directement, soit par l'ajustement du compte provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.



Apports reçus sous forme de biens et services

e) Les bénévoles consacrent plusieurs heures par année à aider l'Institut à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Les apports sous forme de matériaux sont évalués à leur juste valeur lorsque celle-ci peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Comptabilisation des produits

f) L'Institut applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports (subventions). Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les apports relatifs aux immobilisations corporelles sont comptabilisés à titre d'apports reportés puis amortis de la même façon que les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Les frais de garde, les ventes et les adhésions sont constatés à titre de produits au moment où la vente ou l'évènement a lieu.

Instruments financiers

g) L'Institut évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évalués à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas. L'Institut évalue ultérieurement tous ses actifs et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des comptes clients, des subventions à recevoir et des parts sociales dans la caisse Servus Credit Union Ltd.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des comptes fournisseurs et charges à payer.

Les coûts de transactions relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Répartition des frais de soutien administratifs

h) L'Institut répartit les coûts de soutien administratif à chaque département en déterminant la base appropriée pour l'imputation de chaque dépense et applique cette base de façon constante chaque année. Les dépenses telles que les salaires, loyer et frais de bureau sont répartis selon les montants alloués par les bailleurs de fonds ainsi que du budget approuvé par le conseil d'administration.



3. ENCAISSE GREVÉE D'AFFECTATION

	2025	<u>2024</u>
Encaisse non grevée d'affectations	\$249,344	\$210,673
Encaisse grevée d'affectations		
Externes - Apports reportés (Note 6) Casino Autres subventions reportées Total de l'encaisse grevée d'affectations externes	\$ 105,585 277,072 382,657	\$ 111,732
Internes (Note 10) Fonds de remplacement des immobilisations Total de l'encaisse grevée d'affectations internes	121,519 121,519	86,519 86,519
Total de l'encaisse grevée d'affectations	504,176	384,702
Total de l'encaisse	\$753,520	\$595,375
COMPTES À RECEVOIR		
	<u>2025</u>	2024
Comptes clients Subventions à recevoir	\$ 5,041 20,796	\$ 4,198 21.289
	\$25,837	\$25,487

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

4.

	Coût		rtissement <u>Cumulé</u>		Valeur con 2025	npta	<u>2024</u>
Meubles et équipements Ressources du centre Améliorations locatives Logiciel bibliothèque	\$ 228,165 291,361 372,752 110,968	\$	202,796 291,361 135,410 102.768	\$	25,369 - 237,342 8,200	\$	11,047 - - 11,480
	\$ 1,003,246	\$_	732,335	\$_	270,911	\$_	22,527



6. APPORTS REPORTÉS

Sold		de au début	Fo	onds reçus	Fo	onds utilisés	So	lde à la fin
Casino Alberta Children's Services Patrimoine Canada	\$ _	111,732 104,217 82,235	\$	23,000 179,836 107,235	\$	(29,147) (104,216) (92,235)	\$	105,585 179,837 97,235
	\$_	298.184	\$	310.071	\$_	(225,598)	\$	382,657

7. AUTRES SUBVENTIONS

	<u>2025</u>		<u>2024</u>
Société Santé en français	\$ 87,043	\$	58,431
La Société Canadienne de la Croix-Rouge Fédération de la jeunesse canadienne-française	 5.683	_	33,983 5.500
	\$ 92,726	\$	97,914

8. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés liés aux immobilisations corporelles représentent les immobilisations et les apports affectés à l'achat des immobilisations corporelles. Les changements dans le solde des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles pour la période sont comme suit :

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Solde au début Nouveaux apports reçus :	\$	21,444	\$ 20,326
Patrimoine canadien		-	3,587
La Société Canadienne de la Croix-Rouge		-	1,230
Family Resource Network		284,902	1,098
Casino		•	-
Société Santé en français		-	-
Apports amortis aux produits	_	(35,954)	 (4,797)
Solde à la fin	\$	270,392	\$ 21.444



9. ENGAGEMENTS

L'Institut a conclu deux baux pour des espaces de bureau venant à échéance le 30 juin 2029. Les paiements annuels futurs se répartissent comme suit :

2026	102,622
2027	102,622
2028	102,622
2029	102,622
2030	85,518
	\$496,006

10. AFFECTATION DE L'ACTIF NET

Le conseil d'administration de l'Institut a affecté une réserve pour les immobilisations de l'Institut. En 2025, les membres du conseil d'administration ont approuvé un transfert à la réserve de 35 000 \$. Le total de l'actif net affecté à la fin de cet exercice est de 121 519 \$ (2024 - 86 519 \$).

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'Institut, par l'intermédiaire de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. Les risques importants sont détaillés ci-après.

Risque de crédit :

Les principaux risques de crédit pour la société sont liés aux comptes clients et aux subventions à recevoir.

Risque de liquidité:

L'Institut est exposé à ce risque principalement en regard à ses comptes fournisseurs et charges à payer.

cell

INSTITUT GUY-LACOMBE DE LA FAMILLE État des résultats par département Pour l'exercice se terminant le 31 août 2025

	Family Resource Network	Programmation Petite Enfance de base en Santé	Petite Enfance en Santé	Services	Total
				Complemental	
Alberta Children's Services	801,678	*	•	20 404	822 082
Frais de garde	•	×	•	115 740	115 740
Patrimoine canadien		97.500	1		07.00
Autres subventions (Note 7)	,	5.500	87 042	183	202,17
Amortissement des apports reportés					74,143
afferents aux immobilisations corporelles (Note 8)	•	35,954	1	٠	35,954
Ventes	•	867	1	12,940	13,807
Jeunesse Canada au travail	*	4,827	,	6,364	11.191
Casino	**	6,147	,	•	6,147
Carrière d'été (EDSC)	•	4,778	•	,	4.778
Adhėsions	1	3,015	•	•	3,015
Intérêts		1,276	•	•	1,276
	801,678	159,863	87,042	155,631	1,204,215
Salaires et charges sociales	483,525	53,624	16,000	74,152	627,301
Location de bureau (Note 9)	154,269	29,147	1,944		185,359
Fournitures	67,235	12,184	21,165	2,660	103,244
Contractuels	22,289	5,656	34,036		61.980
Amortissement des immobilisations corporelles	٠	36,518	1	•	36.518
Déplacements	24,501	•	7,900	298	32.699
Frais de bureau	12,185	2,719	•	2,526	17,430
Honoraires professionnels	17,211	•	•	•	17,211
Entretien et réparations	2,534	11,726	1	,	14,260
Publicité et promotion	7,265	1,662	688	,	9,614
Assurances	650'9	•	•	•	6,059
Location d'équipement	1,000	*	4,947		5.947
Téléphone	3,607	•	363	•	3.970
Frais bancaires	•	2,552	,	•	2.552
Créances irrécouvrables		•	•	F	,
	801,680	155,787	87,042	79,637	1,124,144
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(2)	4,076	•	75.994	80 071
		,			